



FR

CETTE ACTION EST FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

ANNEXE 2

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action pluriannuel en faveur de la République du Bénin pour 2024-2025

Document d'action « Participation et leadership des femmes et des filles au Bénin »

PLAN D'ACTION PLURIANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail pluriannuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi qu'au sens de l'article 23 du règlement IVDCI – Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'action

1. Titre CRIS/OPSYS Acte de base	Participation et leadership des femmes et des filles au Bénin Référence opérationnelle OPSYS : ACT-62822 Financé au titre de l'instrument pour le voisinage, le développement et la coopération internationale (IVDCI-Europe dans le monde)
2. Initiative «Équipe Europe»	Non
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée à l'endroit suivant : République du Bénin
4. Document de programmation	Programme Indicatif Pluriannuel 2021-2027 (PIP) pour le Bénin
5. Lien avec les objectifs/résultats attendus du (des) PIP concernés	L'action est en ligne avec les objectifs spécifiques n° 2 (<i>Améliorer l'accès des ménages pauvres et extrêmement pauvres aux services sociaux et à la protection sociale</i> , R2) et n° 3 (<i>Renforcer le potentiel des jeunes au travers d'un système EFTP moderne, inclusif et répondant aux besoins du secteur privé</i> , R3) du domaine prioritaire 1 du PIP.
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	Cette action est transversale et étroitement liée aux trois domaines prioritaires du PIP "capital naturel et humain", "croissance économique verte et numérique" et "société prospère et sûre". Inclusion et protection sociale – code DAC 160
7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal : ODD 5 – <i>Parvenir à égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles</i> <i>Autres ODD importants:</i> – ODD 10 Réduction des inégalités
8. a) Code(s) CAD	13010 Politiques/programmes en matière de population et gestion administrative - 80% 15170 Organisations et mouvements de défense des droits des femmes et institutions gouvernementales 10%

	16062 Renforcement des capacités statistiques 10%			
8. b) Principal canal d'acheminement	Organisations non-gouvernementales et de la société civile - 20000			
9. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input type="checkbox"/> Éducation <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif général @	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion des personnes handicapées @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	11. Marqueurs internes et balises	Objectifs stratégiques	Non ciblé	Objectif important
Transformation numérique @		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique compétences numériques services numériques		OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
Connectivité @		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
énergie		OUI <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/>	

	transports	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
	santé	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	éducation et recherche	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Migration @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	COVID-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	<p>Ligne budgétaire (ligne et poste budgétaire): 14.020120</p> <p>Coût total estimé : 5 000 000 EUR</p> <p>Montant total de la contribution du budget de l'UE : 5 000 000 EUR</p> <p>La contribution est d'un montant de 3 000 000 EUR provenant du budget général de l'Union européenne pour 2024 et d'un montant de 2 000 000 EUR provenant du budget général de l'Union européenne pour 2025, sous réserve de la disponibilité de crédits pour les exercices respectifs suivant l'adoption du budget annuel concerné, ou tel que prévu dans le système des douzièmes provisoires.</p>			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Type de financement	<p>Gestion directe par :</p> <ul style="list-style-type: none">- Subventions- Marchés publics			

1.2 Résumé de l'action

L'égalité entre les hommes et les femmes est inscrite dans la Constitution du Bénin. Le pays a adhéré à de nombreuses conventions internationales et régionales visant à promouvoir les droits humains et l'égalité entre les hommes et les femmes. Sur le plan national, des lois ont été votées en vue de renforcer les actions de promotion des droits des femmes. Une Politique Nationale de Promotion du Genre a été élaborée en 2009, dotée d'un cadre institutionnel national favorisant son opérationnalisation. Malgré ces efforts, de nombreux défis restent à relever en la matière.

La participation effective des femmes aux prises de décisions dans les sphères privées, politiques et citoyennes constitue l'un des principaux défis. Plusieurs facteurs en sont à l'origine. Parmi eux, on peut citer les inégalités d'accès aux ressources telles que l'information, la connaissance des droits et les ressources économiques ; les stéréotypes de genre, les discriminations et les normes socioculturelles ; de même que le manque de moyens techniques et financiers des organisations politiques, publiques et civiles agissant pour la promotion des droits des femmes. À cela, viennent s'ajouter les multiples formes de violences basées sur le genre, systémiques et banalisées.

L'**objectif général** de cette action est de promouvoir le leadership féminin pour favoriser la participation des filles et des femmes aux prises de décisions politiques et citoyennes dans la société béninoise. L'action intervient à trois niveaux (micro, méso et macro). Tout d'abord, à l'échelle de l'individu (niveau micro) en renforçant l'accès des femmes et des filles, notamment en situation de vulnérabilité, à des rôles de leaders en mesure de faire entendre leurs voix et d'orienter les actions collectives (objectif spécifique 1) ; ensuite à l'échelle sociétale (niveau méso), en s'attaquant aux stéréotypes, aux discriminations et aux normes sociales néfastes (objectif spécifique 2) ; enfin au niveau organisationnel (macro), en renforçant les capacités des acteurs institutionnels et politiques, ainsi que celles des organisations de la société civile (objectif spécifique 3). L'action prévoit donc l'organisation de formations auprès d'une pluralité d'acteurs, des actions de sensibilisation auprès des communautés ou encore de larges campagnes médiatiques, artistiques et culturelles.

Enfin, l'action s'inscrit dans la Politique nationale de Promotion du Genre du gouvernement et est pleinement en ligne avec les priorités identifiées dans le cadre du partenariat Union européenne - Bénin. Elle contribue au Plan

d'action sur l'égalité entre les hommes et les femmes 2021-2025 de l'UE (GAP III)¹ et plus particulièrement aux domaines d'engagement 4 « Promotion de l'égalité en matière de participation et d'exercice de responsabilité », 3 « Promouvoir les droits économiques et sociaux et garantir l'autonomisation des filles et des femmes » et 1 « Garantir l'absence de toute forme de violence de genre ». Elle a été définie en collaboration et dans la continuité des projets en cours de l'Initiative Equipe Europe au Bénin. Elle répond finalement aux Objectifs de Développement Durable, en particulier l'ODD 5 pour « Parvenir à l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et les filles ».

1.3 Zone bénéficiant de l'action

L'action est réalisée dans la République du Bénin qui est inclus dans la liste des bénéficiaires de l'APD.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Le Bénin est un pays d'Afrique de l'Ouest en voie de développement. Sa population était de 13,35 millions d'habitants en 2022 dont 49% de femmes² et se compose d'au moins 42 groupes ethniques. Les jeunes de moins de 25 ans représentent près de 65% de la population³.

En 2021, le pays était classé 166^{ème} sur 191 sur l'échelle de l'Indice de Développement Humain⁴. En effet, près de 36% de sa population vit encore sous le seuil de pauvreté dont au moins 39,7% sont des ménages dirigés par des femmes⁵. L'économie repose sur les exportations de produits agricoles (coton, noix de cajou) et de la réexportation de biens et produits de base importés (voitures d'occasion, riz, etc.). Près de 85 % de la main-d'œuvre travaille dans l'économie informelle⁶. Après une bonne performance au premier semestre 2023, l'économie béninoise a fait face à des chocs externes liés à la fermeture de la frontière avec le Niger entre août 2023 et le 24 février 2024 (date de la levée des sanctions à l'encontre du Niger) à la suite des sanctions économiques imposées par la CEDEAO liées au coup d'État du 26 février 2023. Néanmoins, le taux de croissance de l'économie béninoise reste relativement élevé, autour de 6%.

Sur le plan politique, les réformes récentes (2018-2019) ont renforcé la stabilité politique du pays tout en limitant la représentativité des institutions. Néanmoins, les élections législatives du 8 janvier 2023 ont été saluées pour leur caractère inclusif et pacifique.

La situation sociale du pays reste fragile, ce qui a amené le Président Talon à mettre les questions sociales au cœur de son deuxième mandat. Les inégalités persistent entre zones urbaines et rurales, notamment en termes d'accès aux services de base, d'opportunités économiques et professionnelles, et de pauvreté. Les zones rurales et les départements du Nord sont plus touchés que le reste du territoire national. Malgré une volonté politique et une progression concernant la situation des femmes, le Bénin reste en retard en matière de lutte contre la faim, d'éducation et de santé avec des ODD (2, 3 et 4) qui montrent une tendance à la stagnation et des défis majeurs qui persistent. En revanche, le pays montre une tendance positive vers la réalisation des ODD 1 (pauvreté) et 10 (inégalités), et un progrès modéré peut être observé pour l'ODD 8 (travail décent) bien que des défis persistent également. L'insécurité alimentaire au Bénin a fortement augmenté ces cinq dernières années, passant de 9.6 % des ménages en 2017 à 26% en 2022 (PAM 2022).

La situation sécuritaire continue de se dégrader au nord du Bénin. Entre janvier 2021 et juillet 2023, le pays a connu 193 incidents violents. Le Bénin est le pays le plus touché par le débordement de la crise sécuritaire des pays du Sahel central vers les pays côtiers.

¹ Le Plan d'action III pour l'égalité entre les hommes et les femmes, référence JOIN(2020) 17 final, 25.11.2020, est une communication conjointe de la Commission et du Haut Représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité qui a été saluée par les conclusions de la Présidence de l'UE du 16 décembre 2020, approuvées par 24 États membres.

² Site internet de la Banque Mondiale, <https://www.banquemondiale.org/fr/country/benin/overview>

³ Site internet The World Fact Book : <https://www.cia.gov/the-world-factbook/countries/benin/#introduction>

⁴ Human Development Reports, PNUD, 2022

⁵ EMICoV, 2015

⁶ Site internet de la Banque Mondiale, <https://www.banquemondiale.org/fr/country/benin/overview>

L'égalité de genre est inscrite dans la Constitution du Bénin. En effet, le pays a adhéré à de nombreuses conventions internationales et régionales visant à promouvoir les droits humains et l'égalité des genres. Au niveau institutionnel, le ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance a un mandat clair avec une direction de la promotion de la femme dédiée. Le pays dispose aussi d'un Institut national de la Femme (INF) actif depuis 2021.

Une **Politique Nationale de Promotion du Genre** a été élaborée en 2009, dotée d'un cadre institutionnel national favorisant son opérationnalisation. Elle reste une politique (?)phare du gouvernement béninois pour lutter contre les inégalités de genre. L'évaluation en cours établira le bilan des réalisations en vue d'élaborer une nouvelle Politique nationale Genre plus ambitieuse. Elle devrait l'être en alignement avec les Objectifs de Développement Durable, l'Agenda 2063 de l'Union africaine, la stratégie genre de l'UEMOA 2018-2027, le Plan national de Développement 2018-2025, ainsi que le nouveau Plan d'Action Gouvernemental 2021-2026.

Des lois et décrets nationaux ont été adoptés pour renforcer la protection des droits des femmes et des filles. En décembre 2021, trois lois importantes ont été votées. Elles ont permis l'élargissement des conditions d'autorisation de l'avortement (loi n°2021-12), le durcissement de la répression des infractions commises à raison du sexe des personnes (loi n°2021-11) et l'amélioration en faveur des femmes du code des personnes et de la famille (loi n°2021-13). À partir de 2019, une réforme a été entamée en faveur de la participation politique des femmes. L'article 26 de la Constitution du 11 décembre 1990 et l'article 144 du code électoral ont été révisés, réservant 24 sièges aux femmes sur les 109 de l'Assemblée nationale. A l'issue des élections législatives de janvier 2023, le Bénin comptait ainsi 26,6% de femmes élues, contre 7,23% en 2019⁷.

Toutefois, le Bénin doit encore surmonter d'importants obstacles en matière d'égalité des genres. En 2023, le rapport du Global Gender Gap⁸ classait le Bénin parmi les pays ayant le plus régressé au cours de l'année écoulée (classé 138^{ème}/146). Avec un indice de parité de 61%, le pays a en effet perdu plus de 4 % (?) en un an. L'opérationnalisation des efforts sur les plans législatifs et politiques se heurte en effet aux réalités socioéconomiques et culturelles du pays, maintenant ainsi des discriminations criantes dans des domaines clés tels que l'éducation, l'emploi, la santé ou encore la justice.

La faible participation des femmes aux décisions politiques et privées constitue à la fois un facteur et une conséquence de ces inégalités systémiques. Au niveau national, on compte seulement 5 femmes sur 23 ministres. Au niveau décentralisé, seulement 3 femmes maires sur les 77 mairies. A noter toutefois que la Vice-Présidente de la République est une femme. Dans la sphère privée, les normes socio-culturelles, le manque d'accès à l'éducation, aux médias, à la technologie ou encore la dépendance économique limite la participation des femmes aux prises de décisions du ménage. En 2017, elles étaient une minorité (36,3%) à participer activement aux décisions du foyer⁹. Par ailleurs, que ce soit dans la vie politique, l'espace public ou privé, les femmes subissent de multiples formes de violences basées sur le genre. Le renforcement du cadre juridique et institutionnel pour prévenir et prendre en charge les victimes peine à lutter efficacement contre ces violences, face à une certaine banalisation de la problématique dans la société béninoise.

2.2 Analyse des problèmes

Brève analyse des problèmes:

Les problématiques suivantes constituent des obstacles majeurs au leadership et à la participation des femmes aux prises de décisions politiques et citoyennes au Bénin :

1) Problématiques relatives au ***manque d'accès aux ressources nécessaires des femmes et des filles pour développer leur leadership***. En matière d'éducation, bien que l'accès à l'enseignement primaire soit quasiment universel, les disparités de genre persistent aux niveaux secondaire et supérieur. Les filles, confrontées aux grossesses et mariages précoces, au harcèlement ou encore au manque de soutien financier de leurs parents, sont contraintes d'abandonner l'école. En conséquence, le taux d'alphabétisation des femmes reste bien plus faible que celui des hommes. En 2022, seulement 59% des filles âgées de 15 à 24 ans étaient alphabètes contre 74% pour les garçons¹⁰. Moins éduquées, elles ont peu connaissance de leurs droits et développent un manque de confiance en leurs capacités en général et de leadership en particulier.

⁷ PNUD, Représentativité des femmes à la 9^{ème} législature de l'Assemblée nationale au Bénin, janvier 2023

⁸ Word Economic Forum, Global Gender gap report, 2023

⁹ INSAE, Enquête Démographique et de Santé au Bénin (EDSB-V), 2017-2018

¹⁰ <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SE.ADT.1524.LT.FE.ZS>

Au Bénin, les violences basées sur le genre sont majeures et contribuent à limiter la participation et le leadership des femmes. Les violences subsistent sous de multiples formes, qu'elles soient physiques, sexuelles ou psychologiques, autant au sein de la famille que de la collectivité. Selon l'Enquête Démographique et de Santé au Bénin (EDSB-V), en 2017, 42% des femmes en union ou en rupture d'union avaient subi des violences conjugales (émotionnelles, physiques ou sexuelles) de la part de leur mari/partenaire et 32% avaient subi des violences conjugales au cours des 12 derniers mois précédant l'enquête¹¹. Le taux de sous-emploi est particulièrement élevé chez les femmes (85,1% contre 62,2% chez les hommes) et elles sont également plus touchées par le chômage (2,8% contre 2,4% pour les hommes)¹². Les femmes sont surtout présentes dans les secteurs de l'informel, notamment dans le commerce ou dans l'industrie. Les femmes détenant des actifs financiers, comme un compte bancaire, ou encore un téléphone portable pour des transactions financières, sont également minoritaires. Seulement 36,3% des femmes en union participent à la prise de trois décisions essentielles (les soins de santé de la femme, les achats importants pour le ménage et les visites à la famille ou parents de la femme) avec une prédominance en milieu urbain (41%) par rapport au milieu rural (33%) et 27% ne sont impliquées dans aucune de ces décisions¹³.

Enfin, la minorité de femmes leaders ayant trouvé les ressources et la force d'occuper des rôles à responsabilités au Bénin, est, quant à elle, toujours confrontée à un manque de formation, à des formes de violences, notamment de harcèlement, ainsi qu'à une mise à l'écart, voire à un affaiblissement de la part de leur entourage professionnel. Le manque de sororité et de connexion entre ces femmes contribue à freiner leur potentiel d'évolution.

2) Problématiques spécifiques *aux stéréotypes, aux discriminations de genre, aux normes et pratiques socio-culturelles néfastes*. La structure sociale au sein de la société béninoise s'articule majoritairement autour d'un modèle patriarcal, imprégné d'une vision stéréotypée des rôles respectifs des femmes et des hommes. Malgré les importantes contributions des femmes aux activités socio-économiques et aux revenus familiaux, la figure masculine demeure souvent le chef de famille, chargé de subvenir aux besoins essentiels du ménage. Par ailleurs, les femmes leaders sont relativement peu reconnues et valorisées alors qu'elles sont nombreuses au Bénin, qu'il s'agisse des figures féminines traditionnelles ou des femmes leaders d'aujourd'hui. Face à ce manque de modèles inspirants, les femmes et les filles n'osent pas s'imaginer en leader assumant de hautes responsabilités et se restreignent ainsi aux rôles de reproduction que leur impose la société. La persistance de pratiques culturelles dégradantes envers les femmes semble découler de la normalisation des violences perpétrées à leur rencontre dans la société. Entre 2011 et 2018, 32% des femmes et 16% des hommes déclaraient qu'il était justifié qu'un homme batte sa femme/partenaire¹⁴. Ces normes et stéréotypes sont également à l'origine des obstacles à l'autonomisation effective des femmes, comme la nécessité d'obtenir l'approbation des hommes (père et/ou époux) pour des décisions importantes concernant leur propre vie ceci en dépit du Code des Personnes et de la Famille. Les enfants et les jeunes, en particulier les filles, se trouvent être les individus les plus vulnérables au sein de cette organisation familiale où leurs opinions et voix sont souvent ignorées. Les inégalités entre les hommes et les femmes se voient également renforcées par les religions tant endogènes qu'exogènes via l'interprétation des textes religieux et l'imposition de restrictions et obligations à l'endroit des femmes. Ces normes socio-culturelles et les discriminations qui en découlent se répercutent ainsi dans toutes les sphères de la société et sont véhiculées par les différentes institutions à tous les niveaux, qu'elles soient religieuses, traditionnelles, publiques ou encore politiques. Enfin, les médias et la culture jouent également un rôle important dans la perpétuation des stéréotypes de genre et donc dans la normalisation des inégalités et des discriminations de genre. Les représentations médiatiques des femmes et des hommes influencent les attitudes et les comportements sociaux, contribuant ainsi à maintenir les structures patriarcales en place.

3) Problématiques relatives *aux acteurs institutionnels, politiques et civils* limitant la participation politique et citoyenne des femmes. Les femmes au Bénin font face à d'importantes barrières limitant leur pleine participation à la vie politique et citoyenne du pays. La résistance des hommes, les attitudes discriminatoires et la banalisation

¹¹ INSAE, Enquête Démographique et de Santé au Bénin (EDSB-V), 2017-2018

¹² UEMOA, AFRISTAT, Revue régionale sur les conditions de vie des populations, l'emploi et le secteur informel dans les états membres de l'UEMOA, 2021.

¹³ EDSB-V, 2017

¹⁴ Rapport d'évaluation du Genre au Bénin, Participation des femmes aux opportunités économiques et aux prises de décision, Banque Mondiale, 2021

des violences, notamment du harcèlement en milieu professionnel, impactent directement leur représentation et leurs rôles au sein de ces institutions. Les hommes occupent majoritairement les postes clés et la sous-représentation des femmes persiste à tous les niveaux décisionnels. Le poids des responsabilités familiales des femmes ou encore leur dépendance économique vis-à-vis des hommes constituent également des obstacles majeurs à leur représentation et ainsi à leur participation aux prises de décisions politiques et citoyennes. Les institutions gouvernementales béninoises en charge de la promotion du genre, principalement le ministère des Affaires sociales et de la Microfinance (MASM) et l'Institut national de la Femme (INF), manquent de ressources techniques et financières pour faire évoluer cette situation en mettant en œuvre leurs plans d'actions. Les ressources humaines dédiées ne sont pas ou peu formées sur ces questions. Les systèmes de collecte et d'analyse de données sur le genre existent, toutefois, certaines données clés relatives au leadership et à la participation des femmes font défaut. Les Cellules focales Genre font face aux mêmes problématiques. Ces dernières ont été créées au sein des ministères sectoriels avec pour objectif d'améliorer la prise en compte des aspects de genre dans les objectifs, stratégies, programmes et budgets sectoriels respectifs de leurs ministères. Toutefois, les ressources humaines, techniques et financières ne sont pas ou peu disponibles pour concrétiser leur mandat. Enfin, les organisations de la société civile (OSC) jouent un rôle crucial dans la promotion de la participation politique et citoyenne des femmes au Bénin. Cependant, elles sont confrontées à des faiblesses en matière de compétences organisationnelles, de gestion financière, de management, de plaidoyer ou encore de reporting.

Indication des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

Parmi les parties prenantes, on peut distinguer:

- i) Les *détenteurs d'obligations*, principalement le ministère des Affaires sociales et de la Microfinance (MASM), l'Institut national de la femme (INF) et les Cellules Genre et Environnements des ministères sectoriels. Le **MASM** est le Ministère chargé de coordonner l'action gouvernementale en matière de promotion du genre et d'autonomisation des femmes. Il fait face à des défis majeurs, notamment un déficit de ressources financières et humaines qui entrave son efficacité. Le Ministère héberge notamment l'Observatoire de la Famille, de la Femme et de l'Enfant qui a mis en place récemment un système intégré des données sur la famille, la femme et l'enfant (SIDOFFE-NG). Cette base est surtout active concernant les violences basées sur le genre (VBG) mais est appelée à se développer plus largement et notamment concernant les données sur le leadership féminin. L'**INF** est un organisme public à part entière, doté d'une personnalité juridique et placé sous l'autorité de la présidence de la République. Son action repose en particulier sur son pouvoir d'intenter des actions en justice dans les cas de violence basée sur le genre mais il développe également des partenariats et projets pour la promotion de la femme dans les sphères à la fois privées et publiques. L'INF est surtout à la recherche d'expertise sur laquelle faire reposer son action. Les **Cellules Genre et Environnement des ministères sectoriels** ont pour rôle principal de sensibiliser les agents des ministères pour une meilleure prise en compte des aspects genre dans leurs objectifs, stratégies, programmes et budgets sectoriels respectifs. Ces cellules semblent souffrir elles aussi d'un manque de ressources humaines, techniques et financières, parfois constituées d'une seule personne, n'ayant pas été nécessairement formée sur les problématiques liées au genre.
- ii) Les *titulaires de droits et leurs représentants*. La **population béninoise** dans toute sa diversité est au centre de l'action, elle fait partie des principales parties prenantes et bénéficiaires. Le leadership n'est pas une question de diplômes ou de classe sociale. Ainsi, les personnes les plus défavorisées et marginalisées, en particulier les femmes, les filles sont les cibles privilégiées. Toutefois, l'implication des hommes et des garçons est également indispensable à l'atteinte des objectifs. Une attention particulière sera portée aux jeunes et aux personnes en situation de handicap. Les organisations de la société civile (OSC), les médias, les acteurs artistiques et culturels, les partis politiques font aussi partie de ce groupe. Le tissu associatif est très actif en matière d'égalité de genre mais il semble impératif pour les OSC de s'organiser, de se coordonner et d'échanger autour de bonnes pratiques afin de développer un plaidoyer commun pour une plus grande influence. Parmi les OSC, les organisations féminines et féministes jouent un rôle spécifique dans la promotion de l'égalité de genre au Bénin. Les **médias** ainsi que les **acteurs artistiques et culturels** représentent également un levier important dans la diffusion d'une culture de l'égalité. Les **partis politiques** ont un rôle majeur à jouer dans la participation des femmes aux prises de décisions politiques et citoyennes car elles sont aujourd'hui incontournables dans le paysage politique. Le pouvoir de mobilisation des femmes

représente un fort levier d'action clé pour une société et un développement inclusif. Or, les femmes occupent rarement des postes à responsabilité et lorsqu'elles figurent sur les listes électorales ce sont plutôt à des fonctions d'assistance. D'autres acteurs, notamment les leaders traditionnels et religieux. Les religions coexistent pacifiquement dans la société béninoise, dominées par le Christianisme, l'Islam et les religions traditionnelles en particulier les cultes « Vodoun ». Les représentants des grandes religions monothéistes autant que traditionnelles ainsi que les rois et les chefs traditionnels exercent une forte influence sur la population, leur interprétation est donc fondamentale.

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'**objectif général** de cette action est de promouvoir le leadership féminin pour favoriser la participation des filles et des femmes aux prises de décisions dans la société béninoise.

Les **objectifs spécifiques** de cette action sont:

1. OS1 : Les femmes et les filles, notamment en situation de vulnérabilité, se positionnent pour assurer des rôles de leaders en mesure de faire entendre leurs voix et d'orienter les actions collectives ;
2. OS2 : Les stéréotypes, les discriminations et les normes socioculturelles qui limitent la participation et le leadership des femmes et des filles sont combattus ;
3. OS3 : Les capacités des acteurs institutionnels, politiques et civils sont renforcées pour qu'ils puissent promouvoir de manière efficace la participation et le leadership des femmes et des filles.

Les **produits** à fournir dans le cadre de cette action contribuant aux objectifs spécifiques correspondants sont les suivants :

Contribuant à la réalisation 1 (ou à l'objectif spécifique 1) :

- 1.1. L'accès des femmes et des filles à l'information sur le leadership et la participation est renforcé ;
- 1.2. Les compétences et les capacités en matière de leadership des femmes et des filles sont renforcées.

Contribuant à la réalisation 2 (ou à l'objectif spécifique 2) :

- 2.1. Les populations et les acteurs clés locaux (chefs religieux, leaders communautaires, autorités locales, partis politiques, etc.) sont plus sensibles à la lutte contre les stéréotypes, les discriminations de genre, les normes et pratiques socio-culturelles néfastes ;
- 2.2. Les médias et la culture sont des acteurs efficaces de lutte contre les stéréotypes et les normes socioculturelles sexistes.

Contribuant à la réalisation 3 (ou à l'objectif spécifique 3) :

- 3.1. Les institutions gouvernementales en charge des questions de genre au niveau central peuvent établir leurs stratégies sur des réalités ;
- 3.2. Les administrations publiques ont plus de capacités à promouvoir la participation et le leadership des femmes et des filles ;
- 3.3. Les actions et les voix des organisations de femmes, féministes et de défense des droits des femmes qui œuvrent à la promotion du leadership féminin sont renforcées.

3.2 Activités indicatives

Activités liées au produit 1.1 :

- Appui aux espaces d'échanges et d'informations au niveau communautaire (mise à disposition de livres, ordinateurs, journaux, télévision, organisation de débats, etc.), promotion/diffusion de la plateforme digitale d'échanges et de partage de compétences du compendium des femmes – dans les centres de promotion social et les bibliothèques, Digikiosque, etc.

- Développer les réseaux : organisation de rencontres, voyages/ateliers d'échanges, actions conjointes entre les clubs et les groupes de femmes ciblées.
- Accompagnement des responsables de classe, en particulier les filles.
- Accompagnement des femmes leaders dans les réseaux internationaux et régionaux sur le leadership féminin.
- Réflexion et action sur l'économie des soins et l'égalité entre les hommes et les femmes dans ces aspects du quotidien.
- Référencement des femmes vers des projets d'autonomisation économique existants.
- Référencement vers des services de prise en charge intégrée des violences basées sur le genre (VBG).

Activités liées au produit 1.2 :

- Formations des femmes et des filles dans les communautés sur leurs droits, droits et santé sexuels reproductifs¹⁵, sur l'engagement politique et citoyen, compétences générales (prise de parole, confiance en soi), sur le plaidoyer, la communication, etc.¹⁶
- Alphabétisation des femmes et des jeunes filles non scolarisées lorsque cela apparaît nécessaire, pour des femmes leaders communautaires par exemple.
- Accompagnement des femmes rurales leaders.
- Accompagnement des femmes dans des contextes de violence lié à la menace djihadiste ou dans les communes plus enclines à des violences politiques surtout en période électorale.
- Renforcement et accompagnement de femmes leaders dans leurs actions à travers des microprojets (formation en gestion de projet, management, gestion organisationnelle, administrative et financière ; accompagnement technique et financier aux microprojets, reporting, plaidoyer, etc.).
- Renforcement des compétences politiques, managériales et organisationnelles des femmes leaders : mobilisation des fonds et de l'électorat, négociation avec les partis politiques, plaidoyer, connaissance des lois et de leurs droits, élaboration de stratégie politique et de plans d'actions ; gestion organisationnelle et financière.
- Coaching intergénérationnel pour accompagner la mise en place de projets de femmes au niveau communautaire, de femmes leaders politiques et publiques, de clubs de filles.
- Développement de bonnes pratiques et de stratégies face aux résistances et violences à l'égard des femmes leaders et les femmes dans les postes de responsabilité/décision, etc.

Activités liées au produit 2.1 :

- Sensibilisation des acteurs clés au niveau local (leaders traditionnels et religieux, autorités locales, leaders politiques locaux, bureaux décentralisés des partis, etc.) : organisation d'ateliers de lecture de textes religieux dans une approche favorable à l'égalité de genre ; formation sur les droits des femmes et l'importance de leur participation aux décisions dans les sphères privées, politiques et citoyennes.
- Renforcement/formation et mobilisation de groupes d'hommes engagés pour promouvoir le leadership et la participation des femmes – dans la continuité et/ou complémentarité avec d'autres projets, notamment celui de l'ambassade des Pays-Bas (selon les zones d'intervention et sa durée).
- Appuyer des initiatives de visibilité pour des hommes et des femmes engagés dans la promotion du leadership féminin, telles que les décorations de l'Ordre national du mérite.
- Organisation de campagnes ciblées de sensibilisation des populations selon un format à préciser en fonction des cibles (selon l'âge, le genre, le type d'activité professionnelle, le rôle et la place dans la communauté, etc.) ; dialogues et causeries communautaires impliquant les acteurs clés (dont les autorités religieuses, traditionnelles locales) ; promotion des foyers modèles ; caravanes de dialogues ; leadership familial des femmes ; etc.
- Activités de sensibilisation sur la lutte contre les VBG dans les centres de santé et de prise en charge des VBG au niveau communautaire.
- Renforcement des capacités des clubs de jeunes existants (filles et garçons – au niveau des écoles et universités) engagés pour la promotion des droits la réduction des discriminations ; et accompagnement de leurs projets/actions (compétences générales, formation sur les techniques de plaidoyer, y compris artistiques, et de

¹⁵ L'UE reste attachée à la promotion, à la protection et au respect de tous les Droits de l'Homme ainsi qu'à la mise en œuvre entière et effective du programme d'action de Pékin et du programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) ainsi qu'aux résultats de leurs conférences de révision et reste engagé en faveur de la santé et des droits sexuels et reproductifs (SDSR), dans ce contexte.

¹⁶ Il serait utile d'explorer les possibilités offertes par l'action « Échanges virtuels », faisant partie du programme Erasmus+, qui pourrait impliquer des organisations de jeunesse locales pour participer à des discussions modérées en ligne avec des partenaires européens sur les questions de la participation citoyenne des filles et des femmes dans la société.

dialogue avec les autorités, accompagnement pour le suivi des engagements politiques sur le long terme, masculinité positive, etc.).

- Rétention des filles à l'école (en particulier de l'enseignement primaire à l'enseignement secondaire) : promotion du droit à l'hygiène menstruelle, adaptations des infrastructures sanitaires, programme de mentora, renforcement du rôle des enseignantes, promotion du dialogue multipartites etc. Organisation d'événements sur le leadership féminin, à l'occasion de journées internationales qui représentent des moments privilégiés pour la sensibilisation et des occasions pour les femmes et les filles de faire entendre leurs voix. Ces journées sont incluses dans la stratégie de communication de l'Union européenne au Bénin. Il pourra s'agir de colloques, performances artistiques, panels de discussion, plaidoyer par les femmes et les filles, présentation des avancées et des défis, présentation des initiatives soutenues par l'action etc.

Activités liées au produit 2.2 :

Cibles: médias

- Renforcement de la sensibilité genre des médias avec la mise en place d'un engagement des médias à un changement de perspective.
- Étude sur le traitement médiatique des femmes leaders dans les médias traditionnels (TV, radios).
- Formation des journalistes (TV, radios, radios communautaires et médias en ligne) pour un traitement de l'information sensible au genre (en complémentarité et/ou continuité des projets de l'Union des femmes élues conseillères communales - UFEC).
- Organisation de concours des médias les plus sensibles au genre ; appel à projets médiatiques/de communication innovante : podcast, blog, mini-séries, etc. – sur le féminisme, le leadership, les droits, etc.

Cibles: la population

- Organisation de campagnes de sensibilisation dans les médias promouvant les droits, le leadership et la participation des femmes, diffusion de « success stories » de femmes leaders, témoignages (hommes, femmes, leaders traditionnels et religieux formés, etc.), vulgarisation des textes de lois relatifs aux droits et à la participation des femmes aux prises de décision, sensibilisation contre les VBG, déconstruction des stéréotypes, etc.
- Organisation d'activités artistiques et culturelles pour le changement des mentalités, y compris la promotion des femmes leaders traditionnelles et actuelles, et sur les masculinités positives.
- Promouvoir des modèles de femmes leaders historiques et actuelles : valoriser les modèles de leadership traditionnels (Royaume de Niki, Tassi Hangbé Rosine Vieyra Soglo, Gnon Kogui, l'amazone « Agodjié », etc.) ; mener une étude pour développer la généalogie des femmes leaders au Bénin ; promouvoir les success stories dans les écoles et auprès des groupes de femmes ciblés ; développer des supports de communication sur cette généalogie (documentaire, etc.) (en complémentarité et/ou continuité des projets de l'UFEC).

Activités liées au produit 3.1 :

- Appui et renforcement du MASM et de l'INF : renforcement du système de collecte de données (notamment l'intégration de données sur les VBG en politique, en lien avec le fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) mais aussi pour renseigner la présence des femmes dans les administrations etc.)
- Activités de communication auprès d'autres institutions publiques et d'autres acteurs clés (média, OSC, partenaires techniques et financiers, etc.), sur le système d'information sur le genre et sur les nouvelles données accessibles en matière de leadership et participation des femmes.

Activités liées au produit 3.2 :

- Appui et renforcement des cellules genre des ministères sectoriels : formation technique sur le genre ; création d'espaces d'échanges, de partage d'expérience et de coordination entre les cellules ; mise à disposition d'outils et d'équipements.
- Mise en place d'un management sensible au genre à la fois dans les secteurs privé et public, avec la promotion des femmes dans les postes de responsabilité et de décision, etc.) et mise en place de mesure favorisant leur participation (ex : aménagement des horaires des réunions, levée de l'autorisation du mari exigée, etc.).
- Appui pour la mise en place de protocoles de lutte contre le harcèlement sexuel dans les espaces de participation des femmes (privé, publique, politique).

Activités liées au produit 3.3 :

En lien et en synergie avec le programme d'appui à la société civile :

- Formation (organisationnelle, gestion financière, management, plaidoyer, reporting, etc.) sur la base du pool de formateurs de la Maison de la société civile.
- Accompagnement technique et financier de leurs projets via les guichets de financement du programme d'appui à la société civile quand cela est possible.
- Appui technique et financier pour leur participation aux débats nationaux et internationaux y compris via les réseaux et faîtières appuyés par le programme d'appui à la société civile.
- Appui technique pour mener un plaidoyer efficace auprès des autorités (ex : pour que la loi sur les quotas descende au niveau communal (dans la continuité du projet de l'AFD) ; vote de la loi sur la parité (projet de loi existant) ou la mise en place de mesures favorables) (de même via les réseaux et faîtières).

Au-delà des OSC spécialisées sur les questions d'égalité de genre, renforcer également la prise en compte des problématiques de genre par les OSC travaillant dans les priorités de Global Gateway et les TEI.

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)

L'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) a classé l'action en tant que catégorie C (aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire).

Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC)

Il ressort de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC) que cette action est à risque faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire).

Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD sur l'égalité entre les hommes et les femmes de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention G2. Cela implique que le programme vise à contribuer à l'égalité entre les femmes et les hommes à travers une approche fondée sur les droits humains et transformatrice dans la mesure où elle cherche à contribuer à s'attaquer aux causes structurelles des inégalités de genre.

La présente action repose sur une analyse genre menée par la Délégation de l'UE (Bénin Profil Genre) en 2017 et par une analyse menée par la Banque mondiale et l'ONU Femmes (Profil Genre Pays, République du Bénin, Analyse des impacts de la Covid-19 chez les femmes et les jeunes filles) en 2021. L'action repose sur les constats de ces analyses genre et sur une identification menée avec les acteurs clés de l'égalité au Bénin (détenteurs d'obligation et titulaires de droits, autorités religieuses et traditionnelles, etc.).

L'action se situe dans le prolongement de l'appui de l'UE au Programme d'Action du Gouvernement 2021-2026 (PAG) et s'inscrit dans la mise en œuvre du Plan d'action sur l'égalité entre les hommes et les femmes 2021-2025 de l'UE (GAP III). Elle est également en cohérence avec l'Agenda 2030 (ODD 5).

L'action proposée vise à promouvoir le leadership féminin pour favoriser la participation des filles et des femmes aux prises de décisions politiques et citoyennes dans la société béninoise. Elle entend renforcer leur accès aux ressources ; lutter contre les stéréotypes, les discriminations de genre, les normes et pratiques socio-culturelles néfastes ; et renforcer les capacités des acteurs institutionnels, politiques et civils afin qu'ils puissent promouvoir de manière efficace la participation et le leadership des femmes.

L'action s'attachera à produire des données désagrégées par sexe/âge et handicap ainsi qu'à faire le suivi des indicateurs sensibles au genre (notamment ceux du GAP III). Sur le plan opérationnel, l'action cherchera à renforcer les capacités en matière d'approche genre, de toutes les parties prenantes intervenant sur le programme. Enfin, l'action cherchera à promouvoir une communication basée sur les principes d'égalité de genre et de non-discrimination (langage inclusif, messages et images positives et non stéréotypées des femmes et des hommes comme acteur du changement, etc.)

Droits humains

L'action s'aligne avec les engagements internationaux et régionaux du Bénin en matière de droits humains. Le pays a en effet ratifié les principaux traités et conventions concernant la promotion et la protection des droits

humains. À travers une approche basée sur les droits humains, l'action veillera à l'application des principes fondamentaux opérationnels : transparence, participation, redevabilité, non-discrimination et respect de tous les droits humains dans toutes les activités. Une attention particulière sera accordée à ces principes lors de la mise en œuvre des activités, en favorisant une approche inclusive dans la planification des interventions et en maximisant la participation des personnes en situation de plus grande vulnérabilité parmi les groupes cibles considérés par cette action. L'action implique également un renforcement des acteurs institutionnels afin qu'ils puissent répondre à leurs engagements en matière d'égalité de genre ainsi qu'un renforcement des capacités des titulaires de droits et de leurs représentants afin qu'ils puissent connaître, revendiquer et exercer pleinement ces droits. L'action sera finalement construite et mise en œuvre sur le principe de « ne laisser personne pour compte » et celui de « ne pas nuire ».

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD sur l'invalidité/le handicap de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention D1. Cela implique que l'action est pertinente pour améliorer les droits des personnes vivant avec un handicap, notamment les femmes et les filles en situation de handicap.

Réduction des inégalités

La réduction des inégalités est un objectif significatif de l'action, elle est donc classée I-1. Au Bénin, de fortes inégalités socio-économiques persistent. Le pays occupe le 158^{ème} rang sur le plan mondial avec un taux de pauvreté élevé (38,5 %), soit près de la moitié de la population (49,5%) vivant avec moins 1,90 dollar US par jour¹⁷. La pauvreté touche en particulier les personnes marginalisées, notamment les femmes et les personnes en situation de handicap. De fortes disparités existent entre les zones urbaines et rurales ainsi qu'entre les départements. La distance séparant les départements du Nord de l'État central situé au Sud les affectent autant sur les plans administratif, politique, éducatif, socio-économique ou encore sécuritaire. L'action répond ainsi à ces enjeux en ciblant les populations les plus défavorisées et marginalisées. Elle veillera par ailleurs à appliquer les principes de participation et de dialogues avec les bénéficiaires, de responsabilité et de transparence.

Démocratie

En impliquant toutes les parties prenantes à chaque étape de la mise en œuvre de l'action, l'objectif est de promouvoir une approche participative qui offre à chacun l'occasion d'exprimer ses opinions. Une attention particulière sera portée à l'engagement de la société civile, en particulier sur les associations de femmes actives dans le domaine de la promotion de l'égalité de genre, du leadership et de la participation des femmes aux prises de décision.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

L'action vise à atténuer les conflits et les violences entre les femmes et les hommes dans les sphères publique, politique et privée. En renforçant l'autonomie et les compétences en leadership des femmes, elle contribuera à renforcer leur résilience face aux multiples défis auxquels elles sont confrontées, tels que les violences et les obstacles économiques et sociaux. De plus, l'action s'engage à éviter d'exacerber les conflits potentiels entre les groupes dans les zones d'intervention, en portant une attention particulière à la menace de l'extrémisme violent qui s'y propage. En impliquant les jeunes et les autorités traditionnelles et religieuses, elle ambitionne de réduire l'influence de ces groupes au sein des communautés.

Autres : migration

L'action vise à intégrer les femmes issues de communautés migrantes ou réfugiées afin de les rendre partie intégrante de ses objectifs et de ses activités. Ces femmes seront ainsi pleinement intégrées dans les efforts visant à promouvoir l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes. En les incluant de manière transversale, nous garantissons que leurs besoins spécifiques seront pris en compte à chaque étape de la mise en œuvre de l'action, assurant ainsi une approche inclusive et globale pour toutes les femmes, quel que soit leur contexte migratoire ou de réfugié.

¹⁷ PNUD (2020) Rapport sur le développement humain 2020

3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (élevée/ moyenne/ faible)	Impact (élevé/ moyen/ faible)	Mesures d'atténuation
1 - Environnement externe	Risque 1 L'environnement sécuritaire se détériore dans les zones d'intervention.	Moyenne	Élevé	Les forces de sécurité maintiennent la stabilité sur le territoire national. L'action respecte les principes de neutralité et d'impartialité. Les acteurs de mise en œuvre mettent en place des mécanismes de veille sécuritaire et des plans d'actions pour s'adapter à l'évolution de la situation.
2 - Planification, processus et systèmes	Risque 2 : Faible implication et/ou coordination entre les multiples acteurs impliqués, notamment institutionnels	Moyenne	Élevé	Mise en place d'un comité de pilotage réunissant les principales parties prenantes (Délégation de l'UE, ministères pertinents, INF, etc.) et acteurs de mise en œuvre. Implication et dialogue permanent entre les parties prenantes et les acteurs de mise en œuvre.
2 - Planification, processus et systèmes	Risque 3 : Manque de coordination avec les autres partenaires techniques et financiers (PTF)	Moyenne	Moyen	Une analyse des PTF intervenant dans les mêmes zones et secteurs d'intervention est menée dans la phase de préparation de l'action. Les acteurs de mise en œuvre participent aux réunions de coordination des partenaires techniques et financiers. Les collaborations sont développées dans la mesure du possible.
3 - Personnes et organisation	Risque 4 : Manque d'implication, voire résistance des acteurs face aux activités visant le changement des mentalités et les normes socioculturelles	Moyenne	Élevé	Les acteurs ciblés par l'action (autorités, médias, partis politiques, etc.) pour le changement des mentalités et des normes socioculturelles sont impliqués dès la phase d'identification et dans toutes les étapes de mise en œuvre de l'action. Ils sont sensibilisés et/ou formés à cet effet. Des « alliés » ayant une forte capacité d'influence (leaders religieux et traditionnels progressistes) ont aussi été identifiés et seront impliqués dans les activités de sensibilisation.
3 - Personnes et organisation	Risque 5 : Manque de disponibilité et/ou d'engagement sur toute la durée du	Moyenne	Élevé	L'action prévoit des mécanismes d'accompagnement en continu des femmes ainsi que des activités de conciliation entre leur vie privée et professionnelle. Elles sont impliquées

	projet des femmes leaders			dans toutes les étapes de mise en œuvre du projet.
3 - Personnes et organisation	Risque 6 : les OSC rencontrent des difficultés organisationnelles et/ou opérationnelles dans l'atteinte des objectifs et résultats attendus	Moyenne	Élevé	L'action sera développée à travers une modalité de subvention. Les lignes directrices constitueront un cadre de référence pour les critères opérationnels et institutionnels de la mise en œuvre. Les plus petites organisations seront accompagnées.

Enseignements tirés:

Le programme de renforcement des capacités d'action des femmes (RECAFEM) mené par la coopération suisse de 2003 à 2019 est riche d'enseignements surtout en ce qui concerne le volet du leadership politique. Le rapport de capitalisation de ce programme a ainsi contribué à la phase d'identification de cette action¹⁸. Parmi les principaux enseignements, on retiendra notamment les suivants :

- La promotion du leadership féminin nécessite un engagement permanent, avec des résultats visibles sur le long terme. Il est recommandé de planifier des interventions sur le long terme pour permettre l'appropriation par les bénéficiaires et la durabilité des actions.
- L'investissement dans l'autonomisation économique des femmes est crucial pour favoriser leur représentativité et participation. Il est recommandé de favoriser ces programmes et de renforcer les capacités des jeunes femmes en leadership politique.
- Les microprojets jouent un rôle clé dans la visibilité des femmes politiques. Il est recommandé de soutenir ces projets pour renforcer la visibilité des femmes politiques et attirer l'attention des partis politiques.
- Aider les femmes élues à maintenir la qualité de leurs prestations et à concilier vie familiale et responsabilités politiques. Il est recommandé d'offrir un soutien spécifique pour surmonter ces défis et assurer une représentation de qualité.
- Malgré des résultats mitigés du programme RECAFEM, une collaboration étroite avec les partis politiques demeure cruciale. Il est recommandé d'institutionnaliser des modes de gouvernance interne qui prennent en compte les questions de genre (*'gender-responsive'*) et de renforcer la collaboration avec les partis politiques.
- Le "Compendium des compétences féminines" se révèle être un outil puissant de plaidoyer. Il est recommandé de mettre en avant les compétences des femmes afin d'influencer positivement les perceptions.
- L'adhésion des proches s'avère indispensable pour le succès politique des femmes. Il est recommandé d'intégrer des actions spécifiques visant à obtenir le soutien de l'entourage, y compris des leaders religieux et coutumiers.

L'action a intégré ces recommandations afin de s'assurer de l'atteinte de ses objectifs et de produire des impacts durables. Les projets de l'Initiative Équipe Europe visant la réduction des inégalités de genre étant en cours de finalisation, les rapports d'évaluations et de capitalisation de ces projets permettront également d'améliorer l'action tout au long de sa mise en œuvre.

3.5 Logique d'intervention

L'action s'inscrit dans le cadre de la Politique nationale de Promotion du Genre du gouvernement béninois et des priorités du partenariat Union européenne - Bénin. Elle s'appuie sur les acquis des projets menés par la Délégation de l'UE, ses États membres et d'autres partenaires techniques et financiers au Bénin.

L'action cible les populations les plus vulnérables et marginalisées, en particulier les femmes, les jeunes et les personnes en situation de handicap. Elle interviendra à travers le renforcement de compétences d'un panel d'acteurs clés que sont les organisations de la société civile, les médias, les acteurs artistiques et culturels, les partis

¹⁸ Programme de renforcement des capacités d'action des femmes phase 4 : Appui à la participation des femmes aux élections communales de mai 2020 au Bénin. Capitalisation d'une expérience innovante du leadership politique féminin, Direction du Développement et de la coopération DDC, Décembre 2020.

politiques, ainsi que les leaders traditionnels et religieux. Ces parties seront impliquées tout au long du projet au même titre que les institutions gouvernementales et plus spécifiquement le ministère des Affaires sociales et de la Microfinance (MASM), l'Institut national de la Femme (INF) et les Cellules Genre des ministères sectoriels.

La théorie du changement de cette action est axée sur l'intervention complémentaire et simultanée à trois niveaux : au niveau individuel des femmes et des filles, au niveau de l'environnement social et au niveau institutionnel. En agissant à ces trois niveaux, un changement transformationnel est attendu. Cette action est basée sur une forte volonté politique au plus haut niveau en faveur de plus d'égalité de genre au Bénin qui s'est concrétisée par des avancées législatives et par la modification de la Constitution, permettant par exemple, l'instauration de quotas féminins. Nous prenons comme hypothèse que cette forte volonté politique se maintiendra.

Au niveau individuel, l'action renforcera les connaissances et compétences des femmes et des filles afin qu'elles soient en mesure de saisir les opportunités, de se réapproprier l'espace public et privé ainsi que de faire entendre leur voix que ce soit dans les sphères politiques, communautaires, familiales, privées ou professionnelles.

Le réseautage, le mentoring, l'accompagnement des femmes et des filles leaders communautaires ainsi que l'appui technique et financier aux projets de ces femmes et de ces filles permettent de renforcer leurs capacités à faire entendre leurs voix. Cela devra se faire dans le respect des situations particulières vécues par les femmes et les filles et leurs contraintes spécifiques en tenant compte des questions d'intersectionnalité.

Au niveau social, le changement de normes socioculturelles sera encouragé grâce à l'implication des hommes et des garçons, des médias, des artistes et des leaders communautaires et religieux, permettant l'avènement d'un environnement porteur et favorable à l'émancipation des femmes.

La promotion dans l'art, la culture et les médias, de modèles de masculinité positive y compris parmi les leaders communautaires et religieux, de discours non sexistes, de femmes leaders, du rôle leader des femmes dans toutes les sphères de la vie, permettent de lutter contre les stéréotypes et les normes socioculturelles sexistes.

Au niveau institutionnel, l'action va renforcer le rôle des acteurs qui encadrent, réglementent et appuient les mesures afin que ces acteurs soient des vecteurs de promotion de la participation et du leadership des femmes et des filles.

La production de données fiables sur les réalités de la place, du rôle et de l'influence des femmes dans les sphères publiques et privées ainsi que l'appui à la transversalité du genre dans les politiques publiques via les cellules genre dans chaque ministère, permettent d'informer la prise de décision, les politiques publiques et l'action pour une meilleure prise en compte des déterminants de genre dans tous les domaines. Enfin, l'action reconnaîtra le rôle d'appui indispensable joué par les organisations de défense des droits des femmes, les organisations de femmes et les organisations féministes en renforçant leur modèle d'action, leur organisation, leurs capacités et méthodes d'action pour plus d'efficacité dans l'atteinte des objectifs du projet.

A noter enfin que ce travail de fonds en matière de promotion du leadership féminin et de changement de mentalité constitue un puissant vecteur de lutte contre les violences basées sur le genre.

3.6 Matrice du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, de l'établissement des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être élaboré au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être indiquées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à ce document d'action, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles (jalons) intermédiaires pour les indicateurs des produits attendus et des réalisations si besoin.

- Le premier rapport d'avancement doit inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de référence/cibles).
- Les rapports d'avancement doivent fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final doit inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice du cadre logique indicatif peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les produits attendus et les indicateurs, valeurs cibles et valeurs de référence associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucune modification n'étant nécessaire à la décision de financement.

Résultats	Chaîne de résultats : Principaux résultats attendus	Indicateurs	Valeurs de référence 2024	Valeurs cibles 2028	Sources de données	Hypothèses
Impact	Promouvoir le leadership féminin pour favoriser la participation des filles et des femmes aux prises de décisions politiques et citoyennes dans la société béninoise	Évolution du score de parité entre les femmes et les hommes au Bénin dans le classement mondial du Global Gender Gap	0.616 138/146 (2023)	0.620 135/14	Global Gender Gap	Non applicable
Réalisation 1	Les femmes et des filles, notamment en situation de vulnérabilité, sont positionnées pour assurer des rôles de leaders en mesure de faire entendre la voix des femmes et d'orienter les actions collectives.	Nombre de femmes qui ont des compétences en management et leadership renforcés grâce au projet désagrégué par âge, niveau de revenu, handicap, secteur public/privé	S.O.	300	Rapport d'activités	La volonté politique reste forte au plus haut niveau de l'État pour lutter contre les discriminations de genre
		Degré de prise en compte de l'économie des soins comme forme de discrimination à l'égard de la femme	Pas du tout	Moyennement	Enquête à faire par le partenaire de mise en œuvre	
Réalisation 2	Les stéréotypes, les discriminations et les normes socioculturelles qui limitent la participation et le leadership des femmes sont combattus.	Mesure avec laquelle les normes de genre en matière de leadership sont défiées afin de promouvoir l'accès des femmes à des postes de responsabilité et de direction	De manière limitée	De manière significative	Enquête pré et post sensibilisation à faire par le partenaire de mise en œuvre	La volonté politique reste forte au plus haut niveau de l'État pour lutter contre les discriminations de genre
		Pourcentage de personnes ciblées ayant changé positivement leur perception sur le rôle des femmes comme leader, désagrégué par sexe, niveau de revenu, âge, zone (rural, péri-urbain, urbain)	S.O.	À déterminer	Enquête à faire par le partenaire de mise en œuvre	
		Mesure avec laquelle les leaders et influenceurs locaux et nationaux, y compris les leaders traditionnels, religieux et communautaires s'engagent dans des initiatives pour défier et changer les normes sociales et les stéréotypes discriminants basés sur le genre	De manière limitée	De manière significative	Rapports de mise en œuvre	
Réalisation	Les capacités des acteurs institutionnels, politiques et civils sont renforcés pour qu'ils puissent promouvoir de manière efficace la participation et le leadership des femmes.	Existence de données à jour et disponibles sur les femmes en politique et les violences et abus auxquels les femmes sont confrontées en politique et dans la vie publique au niveau local et national	Non	Oui	Observatoire de la famille, de la femme et de l'enfant	Le Gouvernement reste engagé sur la thématique
		Pourcentage de femmes à des postes de responsabilité et de direction dans les administrations publiques, désagrégué par âge, niveau de revenu, handicap, niveau administratif	À déterminer	À déterminer	Enquêtes à faire par le partenaire de mise en œuvre	

		GERF 2.28 nombre d'organisation de la société civile à la base ayant bénéficié ou été touchées par l'appui de l'UE	S.O.	50	Contrats signés entre les OSC et le partenaire de mise en œuvre	
Produit 1 lié à la réalisation 1	1.1 L'accès des femmes et des filles à l'information sur le leadership et la participation est renforcé	Nombre de femmes et de filles ayant bénéficié d'action d'information pour développer leur leadership et leur participation, désagrégué par âge, zones géographique et handicap avec l'appui du projet	S.O.	1000	Rapport de mise en œuvre	Les femmes et les filles sont disponibles et engagées pour participer tout au long de la période d'exécution de l'action
		Nombre de femmes intégrées à des réseaux de femmes leader, désagrégué par âge, zone géographique, handicap avec l'appui du projet	S.O.	500	Rapport de mise en œuvre	
Produit 2 lié à la réalisation 1	1.2 Les compétences et les capacités en matière de leadership des femmes et des filles sont renforcées	Nombre de femmes ayant bénéficié d'activités d'alphabétisation avec l'appui du projet désagrégué par âge, niveau de revenu, zone géographique, handicap	S.O.	350	Rapport de mise en œuvre	Les femmes et les jeunes sont disponibles et engagés pour participer à l'action
		Nombre de microprojets de femmes leaders appuyés par le projet	S.O.	100	Accords signés entre la bénéficiaire et le projet	
Produit 1 lié à la réalisation 2	2.1 Les populations et les acteurs clés locaux (chefs religieux, leaders communautaires, autorités locales, partis politiques, etc.) sont plus sensibles à la lutte contre les stéréotypes, les discriminations de genre, les normes et pratiques socioculturelles néfastes	Nombre d'acteurs clés (chefs religieux, leaders communautaires, autorités locales, partis politiques, etc.) sensibilisés dans le cadre du projet pour lutter contre les stéréotypes, les discriminations de genre, les normes et pratiques socioculturelles néfastes, désagrégué par type d'acteur, sexe, âge, zones géographiques, handicap	S.O.	200	Rapport de mise en œuvre	Les acteurs clés sont disponibles et engagés pour participer à l'action
		Degré de prise en compte des figures historiques et culturelles féminines dans l'imaginaire collectif béninois	Limité	Moyen	Enquête à faire par le partenaire de mise en œuvre	
Produit 2 lié à la réalisation 2	2.2 Les médias et la culture sont des acteurs efficaces de lutte contre les stéréotypes, les discriminations et les normes socioculturelles sexistes	Nombre de médias renforcés pour un traitement médiatique plus sensible au genre avec l'appui du projet	S.O.	50	Rapport de mise en œuvre	Les acteurs médiatiques, artistiques et culturels sont disponibles et engagés pour participer à l'action
		Degré de visibilité et de représentation des femmes et des filles en tant que contributrices égales à la société dans les médias, la littérature, les milieux culturels et sportifs	Limité	Significatif	Rapports de veille culturelle, sportif et artistique	

Produit 1 lié à la réalisation 3	3.1 Les institutions gouvernementales en charge des questions de genre au niveau central ont plus de capacité à rendre disponible les données statistiques sur le leadership féminin	Existence d'un observatoire de la famille, de la femme et de l'enfant en mesure de fournir des données fiables sur le leadership féminin	Non	Oui	Site web et rapports de l'observatoire	Les institutions gouvernementales collaborent, s'approprient et soutiennent l'action
		Degré de prise en compte des données sur le leadership féminin dans les politiques et les réformes	Limité	Significatif	Rapports de veille thématique	Les ressources humaines et les moyens techniques sont disponibles
Produit 2 lié à la réalisation 3	3.2 Les administrations publiques ont plus de capacités à promouvoir la participation et le leadership des femmes	Nombre de personnes renforcées avec l'appui du projet au sein des cellules genre des ministères, désagréé par sexe, niveau de revenu, âge et handicap	S.O.	44	Rapport de mise en œuvre	Les administrations publiques collaborent, s'approprient et soutiennent l'action
		Nombre d'actions mises en place avec l'appui du projet par les institutions ciblées, pour promouvoir le leadership et la participation des femmes au sein des administrations publiques	S.O.	22	Rapports de veille thématique	Les ressources humaines et les moyens techniques sont disponibles
		Taux de personnes informées et sensibilisées sur les mesures anti-harcèlement sexuel et antisexisme au travail, désagréé par sexe, niveau de revenu, âge, handicap et niveau administratif	S.O.	500	Rapport de mise en œuvre	
Produit 3 lié à la réalisation 3	3.3 Les capacités des organisations de défense des droits des femmes qui œuvrent à la promotion du leadership féminin sont renforcées	Financement accordé dans le cadre du projet à des organisations béninoises de défense et de promotion des droits des femmes, des organisations béninoises de femmes et des organisations féministes béninoises	S.O.	500 000 EUR	Rapport de mise en œuvre	Les organisations collaborent, s'approprient et soutiennent l'action
		Degré de participation et leadership des femmes, des filles et des organisations de défense et promotion des droits des femmes dans le dialogue social	Limité	Significatif	Rapport de veille thématique	Les ressources humaines et les moyens techniques sont disponibles

4 MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est **envisagé de conclure une convention de financement** avec le pays partenaire.

4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de **48 mois** à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

Sans objet.

4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE¹⁹.

4.4.1 Gestion directe (subventions)

Subventions (gestion directe):

a) Objet de la (des) subvention(s)

La subvention contribuera à atteindre les objectifs spécifiques OS1- Accompagner le positionnement des femmes et des filles, notamment en situation de vulnérabilité, pour assurer des rôles de leaders en mesure de faire entendre la voix des femmes et d'orienter les actions collectives et OS2 - Lutter contre les stéréotypes, les discriminations et les normes socioculturelles qui limitent la participation et le leadership des femmes.

b) Type de demandeurs visés

Les demandeurs visés sont notamment des organisations non gouvernementales et de la société civile, des organisations internationales, des fondations, des centres et instituts de recherches, des centres culturels, des médias et des Universités.

4.4.2 Gestion directe (marchés publics)

Le marché public contribuera à atteindre l'objectif OS3 - Renforcer les capacités des acteurs institutionnels, politiques et civils pour qu'ils puissent promouvoir de manière efficace la participation et le leadership des femmes.

¹⁹ www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site internet, c'est la version du JO qui fait foi.

4.4.3 Passage d'un mode de gestion directe à une gestion indirecte en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

La présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission au moyen des critères suivants : dispositif souple et flexible de mise en œuvre, complémentarité avec d'autres actions de leur portefeuille ; garantie de l'appropriation nationale.

Si l'entité envisagée devait être remplacée, les services de la Commission peuvent sélectionner une entité de remplacement sur la base des mêmes critères. Si l'entité est remplacée, la décision de la remplacer doit être justifiée.

4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI – Europe dans le monde).

4.6 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'Union européenne pour 2024 (montant en EUR)	Contribution de l'Union européenne pour 2025 (montant en EUR)	Contribution de l'Union européenne totale (Montant en EUR)
Modalités de mise en œuvre – voir section 4.4			
Objectif 1 composé de	1 000 000	1 000 000	2 000 000
Subventions (gestion directe) – cf. section 4.4.1	1 000 000	1 000 000	2 000 000
Objectif 2 composé de	1 000 000	700 000	1 700 000
Subventions (gestion directe) – cf. section 4.4.1	1 000 000	700 000	1 700 000
Objectif 3 composé de	1 000 000	0	1 000 000
Passation de marché (gestion directe) – cf. section 4.4.2	1 000 000	s.o.	1 000 000
Subventions – enveloppe totale sous la section 4.4.1	2 000 000	1 700 000	3 700 000
Passation de marché – enveloppe totale sous la section 4.4.2	1 000 000	0	1 000 000
Évaluation – voir section 5.2			
Audit – voir section 5.3	s.o.	300 000	300 000
Totaux	3 000 000	2 000 000	5 000 000

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Pour assurer le suivi de l'exécution du projet, un comité de pilotage co-présidé par le MASM, l'INF et la Délégation de l'UE sera mis en place et composé des structures clés. Ce comité de pilotage sera mis en place au démarrage et s'occupera, durant la mise en œuvre, de l'orientation stratégique, la coordination et la concertation globale entre les différents résultats. Le comité de pilotage se réunira une fois tous les six mois.

Le comité de pilotage sera appuyé par un comité technique composé des représentants des parties prenantes. Ce dispositif vise à assister et préparer les sessions du comité de pilotage ; à l'amélioration de l'efficacité du pilotage ; à coordonner et échanger l'informations entre les composantes ; à collecter les données relatives aux performances des structures et les rapporter au comité de pilotage ; à faciliter la compilation et l'exploitation analytique des rapports techniques et financiers et des résultats de performance.

Le schéma institutionnel sera finalisé pendant la formulation et mis à jour avant le démarrage de l'action.

Dans le cadre de sa prérogative d'exécution du budget et afin de préserver les intérêts financiers de l'Union européenne, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour régir la mise en œuvre de l'action et peut signer ou s'engager dans des déclarations conjointes, dans le but de renforcer la visibilité de l'Union européenne et de sa contribution à la présente action et d'assurer une coordination efficace.

4.8 Conditions préalables

Sans objet.

5 MESURE DES PERFORMANCES

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport fournit un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et réalisations directes) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

Les indicateurs doivent être désagrégés au moins par revenu. Toutes les activités de suivi et de reporting doivent évaluer dans quelle mesure l'action prend en compte la réduction des inégalités socio-économiques. La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données:

Les partenaires de mise en œuvre identifiés à la suite de l'appel à proposition et l'appel d'offre auront à charge d'effectuer les enquêtes, études et rapports de veille permettant de renseigner les valeurs des indicateurs tout au long de la mise en œuvre. Des ressources devront être prévues pour cela dans leur budget respectif.

5.2 Évaluation

Compte tenu de l'importance de l'action, des évaluations à mi-parcours et finales seront effectuées pour la présente action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants.

L'évaluation à mi-parcours sera réalisée à des fins de résolution des problèmes et d'apprentissage, en particulier en ce qui concerne la complémentarité avec d'autres actions et le côté novateur de travailler exclusivement mais holistiquement sur le leadership féminin.

L'évaluation finale sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques), en tenant compte en particulier du fait que l'action pourrait être reconduite pour une seconde phase.

La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins un mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collabore de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation peuvent être communiqués aux partenaires et aux autres principales parties prenantes, en application des bonnes pratiques en matière de communication des évaluations. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analysent les conclusions et les recommandations des évaluations et, le cas échéant, apportent les adaptations nécessaires.

Toutes les évaluations doivent évaluer dans quelle mesure l'action prend en compte la réduction des inégalités ainsi que son impact sur les populations les plus vulnérables (les 40% les plus défavorisés et les personnes socio-économiquement défavorisées). Une expertise en matière de réduction des inégalités sera assurée dans les équipes d'évaluation. Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation peuvent être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027, une nouvelle approche pour la mise en commun, la programmation et le déploiement des ressources en matière de communication stratégique et de diplomatie publique sera adoptée.

Conformément au document «[Communiquer et accroître la visibilité de l'UE –Orientations relatives aux actions extérieures](#)», publié en 2022, la communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'Union européenne, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'Union européenne et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées. Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'Union européenne.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces ressources seront prévues dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

Appendix 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une intervention primaire (projet/programme) est un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. La détermination du niveau de l'intervention primaire permettra :

- d'articuler les actions ou les contrats en fonction d'une chaîne des résultats attendus et de leur permettre ainsi d'assurer un suivi et un compte-rendu efficaces des performances ;
- de différencier ces actions ou contrats de ceux qui ne produisent pas de résultats en matière de développement directement mesurables, définis comme des entités de soutien (c'est-à-dire des audits, des évaluations) ;
- de disposer d'une cartographie complète et exhaustive de toutes les actions et de tous les contrats porteurs de résultats.

Les interventions primaires sont indiquées lors de la conception de chaque action par le service responsable (délégation ou unité opérationnelle du siège).

Le niveau de l'intervention primaire choisi peut être modifié (directement dans OPSYS) et la modification ne constitue pas une modification du document d'action.

Le niveau d'intervention pour la présente action est indiqué comme :

Niveau Contrat		
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	Contrat de subvention
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	Contrat de service